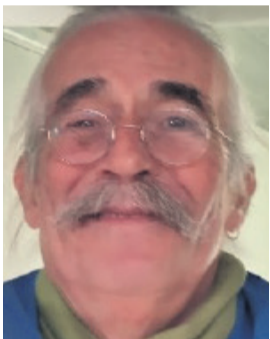


TRIBUNE Pour les Grand-parents pour le climat Fribourg, dont est membre Laurent Thévoz, il s'avère essentiel de repenser à la fois notre production et notre consommation, sans opposer villes et campagnes.

«Bonne pour la santé et l'environnement, l'alimentation bas carbone devrait rallier tous les acteurs»



© DR

NOTRE INVITÉ

Laurent Thévoz

Membre des Grand-parents pour le climat Fribourg, engagé dans le mouvement coopératif (immobilier et solaire) après avoir été actif dans l'aménagement du territoire et le développement économique régional, en Suisse et en Amérique latine.

Les Grand-parents pour le climat Fribourg viennent de publier un livre blanc sur la politique climatique fribourgeoise. Ils mettent en évidence les défis du canton pour atteindre son objectif de réduction de 50% des gaz à effet de serre (GES) d'ici à 2030. D'abord, un très bref aperçu du bilan auquel nous sommes arrivés: dans les conditions actuelles, le canton de Fribourg n'a aucune possibilité de remplir son objectif d'ici à 2030. Qu'en est-il alors pour le secteur agriculture et alimentation qui émet le plus de GES directs dans le canton? Pour ce domaine – qui doit lui aussi «faire sa part», c'est-à-dire réduire ses GES de 50% d'ici à 2030 –, la question du «comment» est au centre de l'attention. En particulier parce que 80% des émissions agricoles de gaz à effet de serre proviennent de l'élevage. Notre analyse de la politique climatique cantonale montre que les mesures prévues dans ce domaine sont totalement insuffisantes. Tout en reconnaissant qu'il s'agit d'un défi qui n'est pas propre au canton de Fribourg, mais commun à toutes les régions spécialisées dans l'élevage. Et qu'il existe encore, semble-t-il, une incertitude quant à la correcte prise en compte de la séquestration de CO₂ due à la gestion des pâturages. Le principal défi nous semble cependant ailleurs. Partant du constat que la production et la consommation d'aliments sont complémentaires et interdépendantes, la réduction des gaz à effet de serre doit elle aussi se faire dans les deux domaines. Simultanément. L'objectif général est de viser une alimentation bas carbone, soit une production et une consommation bas carbone. Notre première recommandation est alors de veiller à ce que les deux politiques, agricole et de santé publique,

soient couplées pour se renforcer mutuellement de manière à atteindre ce but. Cette option a l'avantage, dans un pays comme la Suisse, d'améliorer doublement la situation: la santé humaine et le climat. Notre deuxième recommandation vise à ce que les émissions de GES liées à l'alimentation soient réduites par un effort commun et simultané des producteurs et des consommateurs. À ce stade, il est essentiel de résister à la tentation de confronter la campagne et la ville. Si nous, habitantes et habitants des villes et des campagnes, ne nous entendons pas, nous allons toutes et tous perdre. Les Grand-parents pour le climat Fribourg sont convaincus qu'il est possible de passer à une alimentation bas carbone, à la condition que tous les acteurs partagent la même compréhension des défis, des options qui existent et des mesures qui doivent être prises en matière d'alimentation. Dans ce sens, nous souhaitons faire notre part en favorisant l'information, le dialogue et des rencontres autour ce sujet. Rencontres qui devraient aussi aborder les questions difficiles et incontournables de comment diminuer les émissions de gaz à effet de serre de l'élevage et comment réduire celles de l'alimentation quotidienne de la population fribourgeoise. Nous sommes disponibles et prêts à y réfléchir ensemble avec toutes les personnes intéressées.

+ D'INFOS Pour télécharger la version numérique du livre blanc: gpc climat-info.ch/gpc climat/fribourg/livre-blanc_gpc climat-fribourg.pdf

POLITIQUE AGRICOLE Aides financières

Afin de remédier aux pertes de récoltes, notamment liées aux gels dans l'arboriculture, le Conseil d'État du Valais a décidé de mettre en place un fonds spécial pour les risques météorologiques ou phytosanitaires, financé principalement par les producteurs et les distributeurs. Le Canton pourrait y participer à la hauteur de 1 million de francs. Une modification de la loi devrait être soumise au Grand Conseil en septembre, pour une entrée en vigueur en 2024, indique *Le Matin Dimanche*.

Le loup dans le viseur

Pour de nombreux députés vaudois, il faut agir face aux attaques du prédateur qui augmentent, sans compter qu'il s'approche des fermes d'élevage et de la plaine. Le Parlement a exigé du Conseil d'État un rapport démontrant la vision du Canton concernant la gestion et la régulation de l'animal. Anticipant le vote, les autorités ont annoncé un plan d'action qui visera à alléger la charge mentale des éleveurs, à augmenter les indemnités ou encore à renforcer le corps de police de la faune ainsi que les mesures d'effarouchement.

Pas d'OGM pour le bio

Lors de leur assemblée printanière, les délégués de Bio Suisse ont consolidé un principe de l'agriculture biologique en votant non aux nouvelles techniques d'ingénierie génétique. La fédération a également exigé que le moratoire sur les OGM soit prolongé. Les fermes bios seraient en effet particulièrement touchées s'il n'était pas reconduit, les producteurs redoutant que les coûts, les risques et les questions des responsabilités restent à leur charge et que la confiance des consommateurs soit remise en cause.

Contre-projet refusé

La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des États a décidé de justesse de ne pas entrer en matière sur le contre-projet indirect à l'initiative biodiversité. Elle a notamment estimé que le cadre juridique supplémentaire proposé par le Conseil fédéral pour protéger 17% du territoire – contre 13,4% actuellement – n'était pas nécessaire. Cette résolution a été saluée par l'Union suisse des paysans, qui craint que de vastes terres cultivées ne soient plus disponibles pour la production alimentaire «alors que près de 20% de la surface agricole sont déjà consacrés à la promotion de la biodiversité».



LA CHRONIQUE DE VALENTIN EMERY

EN DIRECT DU PALAIS FÉDÉRAL*

In vino veritas!

Imaginez: vous êtes tranquillement assis sur une terrasse. En cette belle journée printanière, vous vous délectez de *tagliatelle al tartufo*, arrosées d'un succulent chianti. Ah, la *dolce vita*! Vous songez à Florence, Rome ou Naples. Mais le dialecte local – disons, moins chantant que la langue de Dante – et l'air frais suffisent à vous remettre les pieds sur terre. Non, vous n'êtes pas en Italie, mais bien au centre-ville de Berne! Tout Romand qui vit ou travaille outre-Sarine se rend très vite compte d'une chose: les Alémaniques raffolent de l'Italie. Dans la plupart des restaurants, la carte des vins fait la part belle aux crus transalpins. Parfois, vous dénicher un chasselas de Lavaux ou un merlot tessinois, mais rarement plus que quelques flacons indigènes. La différence culturelle avec la Romandie s'avère flagrante. On pourrait même parler de *Chasselasgraben*. Et cela se retrouve au Parlement. Ces dernières années, de nombreux textes en soutien à la viticulture helvétique, tous déposés par des élus latins, n'ont pas passé la rampe. Jusqu'au

fameux 9 juin 2022. Le Conseil national décide de renforcer la promotion des vins suisses, en faisant passer la subvention fédérale de 2,8 millions à 9 millions de francs. Au moment du vote, le fossé entre les régions linguistiques est impressionnant. Seulement 5% des parlementaires latins s'y opposent... alors que ce taux monte à 42% du côté des élus alémaniques. Grande victoire décrochée par les Romands – pour une fois, diront certains – qui se sont empressés de boire un verre de chasselas, afin de fêter ça. Mais la victoire fut de courte durée. Car le Parlement compte deux Chambres. En mars dernier, une majorité du Conseil des États s'apprêtait à enterrer le texte. C'était compter sans la tentative en extremis de la PLR fribourgeoise Johanna Gapany, désireuse de sauver la mise. Tel le gardien de but Yann Sommer, elle a stoppé sur la ligne le tir alémanique, en proposant un renvoi de la motion en commission. Son argument: ajoutons des objectifs de vente à ces subventions. La plupart des députés l'ont suivi. Rien n'est donc

perdu pour les défenseurs des vins helvétiques. Mais le débat est révélateur du désintérêt d'une bonne partie des élus alémaniques pour la viticulture. L'exemple genevois devrait nous servir de modèle. Les crus du bout du lac ont longtemps traîné une mauvaise réputation, malgré un saut qualitatif énorme depuis plus de trente ans. Grâce à un important travail de promotion – Genève est notamment le premier canton à avoir instauré les caves ouvertes –, la consommation régulière de vin local a bondi en vingt ans: 62% de la population en boit désormais, contre 44% auparavant.

La preuve que les 9 millions demandés par la branche seraient utiles à la promotion des vins suisses outre-Sarine. Et qui sait, peut-être que dans quelques années, nous pourrions nous délecter dans tous les restaurants bernois des nombreuses merveilles œnologiques que produit notre pays. *Zum Wohl!*

* Tous les mois, le journaliste Valentin Emery partage sa vision de la politique agricole sous la Coupole fédérale.